

# ÉDITO

Lorsque l'État subventionne presque la totalité des salaires d'une association - dans le cas de SOS Femmes tous les postes de travail sauf un, il est normal qu'il ait non seulement un droit de regard sur les activités menées par l'association, mais aussi qu'il puisse poser un certain nombre d'exigences. Notre contrat de prestations avec l'État de Genève arrivait à échéance à fin 2012 et le premier trimestre de l'année 2012 a été largement traversé par la préparation du contrat de prestations 2013-2016. Bien que nous ayons d'excellentes relations de travail avec le Département de la solidarité et de l'emploi, il faut cependant relever que depuis le début des années 2000, la relation entre l'État et les associations a profondément changé.

Auparavant, une association était reconnue d'utilité publique – et dès lors soutenue par l'État – par rapport à sa mission, dans notre cas l'insertion sociale et professionnelle des femmes. Des visites de suivi et la lecture du rapport d'activité permettaient de renouveler la subvention.

Aujourd'hui, la subvention est accordée en fonction de prestations déterminées. Le fait que l'État continue de subventionner SOS Femmes montre que celui-ci reconnaît la qualité du travail fourni. Mais au vu des difficultés des finances publiques, les montants alloués n'ont pas augmenté. En conséquence, si nous voulons maintenir la qualité de nos prestations, nous devons nous ouvrir à d'autres « marchés », d'autres acheteurs potentiels de nos prestations. En outre, nous devons constamment améliorer les mesures et outils d'insertion proposés aux femmes, ce qui passe souvent par un investissement financier.

C'est ainsi que depuis plusieurs années, SOS Femmes a créé des partenariats avec des fondations privées non seulement pour mener des projets, mais aussi pour maintenir des postes de professionnelles salariées. Grâce au soutien d'une fondation, une travailleuse sociale supplémentaire a été engagée en 2008 pour intervenir dans le champ de l'insertion aux Fringantes. Cet apport de temps de travail a permis d'intensifier les formations données aux femmes, d'augmenter le nombre de stagiaires dans la vente et d'aider à la création de Label Bobine.

Avec la création, en 2011, de notre entreprise sociale Label Bobine, subventionnée en partie par le Fonds chômage, nous tentons d'asseoir une troisième voie de financement propre, soit la vente d'objets directement produits dans notre atelier. Cette recherche de financement était déjà présente dans le concept de vente de vêtements de seconde main de notre boutique Les Fringantes.

Si les professionnelles de l'équipe ont donné leur maximum tout au long de l'année, le comité de SOS Femmes s'est lui aussi investi pour mener à bien sa mission de stratégie, de soutien et de suivi des activités : élaboration et rédaction du nouveau contrat de prestations, soutien à l'évolution de Label Bobine, aménagement d'un appartement-relais, recherche de fonds et bien d'autres tâches encore. Nous avons eu le plaisir d'accueillir un nouveau membre du comité en la personne de Monsieur Félix Bollmann, ancien directeur de La Chaîne du Bonheur.

SOS Femmes a été en 2012 le miroir d'une myriade d'interactions : État, Ville de Genève, communes de tout le canton, fondations philanthropiques, associations partenaires, artisans, mais surtout investissement et confiance de nombreuses femmes désirant trouver ou retrouver une place dans notre société à travers le travail comme à travers le mieux-vivre individuel et le mieux-vivre ensemble.

Martine Chaponnière  
Présidente

# LA CONSULTATION SOCIALE

Les travailleuses sociales de la consultation jonglent continuellement entre le maintien d'un accompagnement de qualité et la réponse à l'afflux en constante augmentation de demandes de soutien. Les données contenues dans le recueil statistique annuel deviennent dès lors un outil important pour prendre du recul et obtenir une photographie du contexte de notre lieu d'accueil.

En 2011, 223 femmes avaient été reçues à la consultation. En 2012, elles étaient 258, dont 53,9 % de nouvelles situations. Face à l'augmentation constante des demandes, il a fallu, notamment à travers notre permanence téléphonique et après analyse des besoins, réorienter dans le réseau bon nombre de demandes. Car il nous était malheureusement impossible de recevoir toutes les femmes qui nous sollicitaient (46 refus et réorientations depuis début octobre 2012).

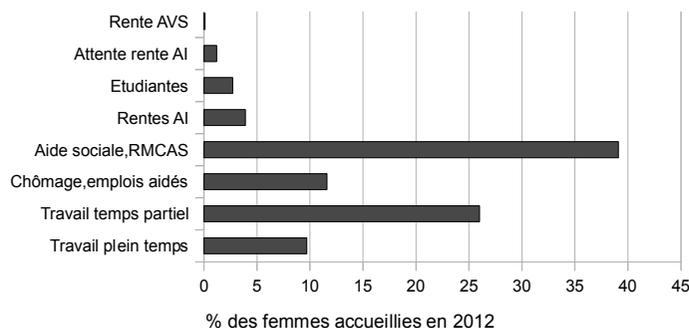
## Qui sont les femmes reçues à notre consultation sociale ?

Les femmes qui s'adressent à notre consultation ont souvent un statut socio-économique précaire, qu'elles soient bénéficiaires de l'aide sociale (17,1 %), du chômage (3,1 %) ou qu'elles exercent un emploi. Sur l'ensemble de nos consultantes, presque la moitié (40 %) ne sont pas allées au-delà de la scolarité obligatoire; elles sont de fait les plus vulnérables et ont peu de perspectives au niveau de leur insertion sur le marché du travail.

Les femmes font le plus souvent appel à notre association à cause de difficultés économiques, conjugales, professionnelles ou encore dans l'espoir de développer un projet de formation et/ou de s'insérer sur le marché de l'emploi. Une partie des femmes reçues (17,9 %) qui exercent (ou ont exercé) une activité de prostitution, souhaitent l'arrêter. La moitié de celles-ci sont venues à la consultation pour la première fois en 2012 alors que les autres sont déjà suivies dans un processus d'insertion à moyen et long terme. Une partie importante des femmes qui ont définitivement quitté la prostitution maintient des contacts avec notre consultation, soit pour conforter leur décision, soit pour réorganiser et interroger régulièrement leur nouvelle orientation professionnelle et de vie.

Nos consultantes désirent toutes travailler. Mais la réalité du marché de l'emploi, comme leur situation familiale, ne leur permettent pas d'obtenir des emplois fixes ou à plein temps. Près de la moitié des femmes ont un travail (plein temps, temps partiel, insertion) ou touchent des indemnités chômage. Plusieurs d'entre elles cumulent plusieurs statuts énumérés ci-dessous, mais malgré leur volonté d'être indépendantes financièrement, près de 40 % de nos consultantes ont besoin d'une aide sociale complète ou partielle.

Statuts socio-économiques



## Dans quels secteurs travaillent les femmes qui exercent un emploi ?

Sur 81 femmes exerçant un emploi salarié, la plupart travaillent dans des activités précaires et traditionnellement associées aux femmes (le tableau ci-dessous ne prend pas en considération les 46 femmes exerçant ou ayant exercé la prostitution).

<i>Secteur d'activité</i>	<i>Nombre de femmes</i>
Femmes de chambre, lingères, nettoyeuses, femmes de ménage	34
Garde enfants, parascolaire	14
Restauration, service	6
Aide à domicile	1
Aides-soignantes, auxiliaires de santé, assistante en pharmacie	8
Interprète, enquêtrice marketing, décoratrice d'intérieur, artiste	4
Esthéticienne	1
Secrétaires, opératrice de saisie, employée de bureau, réceptionniste, téléachat, assistante comptable	7
Caissières, vendeuses, manutentionnaires	3
Emplois EDS, Croix-Rouge	3
<b>Total</b>	<b>81</b>

## Constats généraux

Ces statistiques montrent que la consultation sociale soutient et accompagne un nombre important de femmes qui conjuguent de multiples difficultés : situation socio-économique, professionnelle et scolaire précaire, éloignement du pays d'origine ou encore manque de ressources familiales (71,5 % des femmes vivent seules et ont un ou plusieurs enfants). Ainsi, les interventions des travailleuses sociales, tout en privilégiant un suivi global, sont diversifiées. Elles tiennent compte des différents facteurs liés à la situation particulière de chaque femme dans le but de favoriser son insertion socioprofessionnelle. Durant l'année 2012, 953 projets ont été développés avec les femmes venues consulter. Ils touchent à la situation administrative, la santé physique et psychique, le logement, le désendettement et la gestion de budget, la recherche de fonds auprès de fondations privées, la formation, la recherche d'emploi et de stages, l'orientation et l'insertion, les conflits conjugaux, le soutien à la parentalité, l'accompagnement des travailleuses du sexe en vue de leur reconversion professionnelle.

# INTENSIFICATION DE LA MISSION INITIALE DE SOS FEMMES

Face à des demandes croissantes et aux multiples projets menés avec les femmes, les travailleuses sociales se sont interrogées sur les critères d'intervention et les priorités à établir. A partir de l'été 2012, la consultation sociale a souhaité remettre l'accent sur sa mission initiale, à savoir l'accompagnement des travailleuses du sexe désirant arrêter cette activité professionnelle. En effet, lors de sa création en 1940 et jusque dans les années 80, SOS Femmes s'occupait principalement, si ce n'est uniquement de la réinsertion des femmes prostituées.

## **Quel accompagnement pour les femmes désirant arrêter le travail du sexe ?**

Dans le cadre de notre travail à la consultation sociale, nous avons choisi d'offrir davantage de disponibilité et de flexibilité pour l'accompagnement des travailleuses du sexe souhaitant changer d'activité professionnelle. D'une part cet axe de travail est une spécificité de notre association, d'autre part nous avons constaté que la surcharge des demandes enregistrées à la consultation défavorisait indirectement les travailleuses du sexe. Lorsque la demande de changement (sortie de prostitution) se fait entendre, il est le plus souvent nécessaire d'accompagner les femmes dans « l'ici et maintenant » et d'intervenir rapidement sinon il y a un risque élevé de voir la femme retourner exercer son activité.

Nous avons donc décidé de consacrer une demi-journée par semaine aux demandes émanant de travailleuses du sexe et avons mis en place en septembre une permanence hebdomadaire leur permettant de s'adresser à notre consultation sans rendez-vous. Lors de cette première rencontre, nous répondons aux questions générales sur leur situation, sans entrer dans des entretiens individuels à proprement parler. Durant l'année 2012, la moitié des dossiers en lien avec le travail du sexe étaient nouveaux. Lorsqu'elles désirent cesser cette activité (en moyenne à 42 ans) les femmes sont souvent confrontées à la difficulté de « vieillir » dans cette profession où l'âge joue un rôle important. Par ailleurs, 50% des professionnelles du sexe ne sont pas allées au-delà de la scolarité obligatoire. Il est donc primordial de les accompagner dans des formations professionnelles, véritables sésames de leur orientation vers d'autres secteurs d'activités. Parmi les 23 femmes ayant été au-delà de la scolarité obligatoire, 56% ont une formation qui n'est pas reconnue en Suisse; cette non-reconnaissance couvre la totalité des femmes qui sont au bénéfice d'un diplôme universitaire. Au vu de ces éléments, il est essentiel de soutenir ces femmes dans un processus de validation d'acquis, de recherche d'emploi et de formation afin de leur permettre de s'ouvrir à d'autres perspectives professionnelles.

Au printemps 2011, une étude de notaire informait SOS Femmes qu'elle avait été désignée en tant qu'héritière instituée par feu Monsieur René Mouthon. A cette époque, SOS Femmes ignorait le montant exact dont elle allait hériter. Toutefois, la question de l'affectation d'une somme potentiellement importante a été discutée en comité; la décision fut prise de l'affecter à un fonds. D'emblée il a été proposé qu'une partie de ce fonds soit utilisée pour dynamiser la Consultation sociale et renforcer son travail autour de la prostitution.

La surcharge chronique, engendrée par les demandes croissantes d'aide à l'insertion, nécessitait de se concentrer sur certains axes de travail et de faire des choix. Dans ce contexte, les fondamentaux - quelque peu submergés - de SOS Femmes restaient l'aide à l'insertion sociale et professionnelle des femmes prostituées. Durant l'année 2012, une réflexion a été menée sur l'affinement et la spécificité de l'accompagnement et du soutien proposés

à ces personnes au moment de l'arrêt de l'activité : démarches administratives, recherche d'un logement, élaboration d'un projet professionnel et/ou de formation, inscription à l'aide sociale, etc. Le deuxième axe de ce travail de réinsertion professionnelle est le travail en réseau dans le but de favoriser l'emploi de ces femmes dans d'autres domaines professionnels. Un dernier objectif est d'approfondir la notion de prostitution étudiante pour l'instant peu documentée à Genève et de proposer, si nécessaire, des actions dans ce domaine.

L'accès à un lieu de vie, à un logement reste un problème crucial de l'insertion sociale à Genève. A ce titre, depuis des années, la Consultation sociale collabore en cas de besoin urgent de logement, avec l'Unité de logements temporaires de la Ville de Genève (ULT). Au printemps 2012, nous avons rencontré ce service en vue d'une collaboration plus soutenue face à nos besoins incessants de logement.

Début juin, l'ULT nous a fait visiter un appartement de 5 pièces, vétuste mais très spacieux et particulièrement bien adapté pour devenir un lieu de vie collectif. Le partenariat arrêté a été le suivant : l'ULT octroyait la primauté de l'attribution des chambres à SOS Femmes qui, en contrepartie, s'organisait pour remettre en état le logement. Après quelques hésitations par rapport à l'ampleur des travaux à effectuer, nous nous sommes lancées. Grâce à l'implication des équipes de professionnel·les de l'ULT et de SOS Femmes, des artisans engagés et grâce au soutien financier du Lions Club et de la Fondation Pro Victimis, un espace de vie, appartement-relais est né et a été attribué à nos consultantes à partir de mi-octobre 2012.

Dès septembre, Michelle Brou, notre stagiaire de troisième année HETS a été chargée de la gestion de l'appartement qui, en fin d'année, comptait 5 personnes logées pour une durée maximum de 2 ans (évaluation de six mois en six mois).

### **Hommage à un inconnu bienveillant : Monsieur René Mouthon**

Monsieur Mouthon, vous êtes la première personne qui désigne notre association comme héritière d'une part de sa fortune. Vous en remercier sincèrement, à titre posthume, est bien peu de choses, cependant... même si votre geste reste pour nous plein de mystère, il est surtout le reflet d'une magnifique ouverture d'esprit.

Quels événements, quels sentiments peuvent être à l'origine de votre décision ? Aviez-vous connu une personne ayant bénéficié de nos services dans votre entourage ? Pensiez-vous que les femmes doivent être encouragées dans la reconnaissance de leurs capacités et de leurs compétences ?

Votre volonté de nous léguer une partie de votre fortune nous touche et nous renforce dans la conviction que la mission pour laquelle nous nous battons au quotidien est importante. Elle est signe d'une reconnaissance de nos actions et permettra à SOS Femmes de continuer à soutenir concrètement les femmes qui s'adressent à l'association.

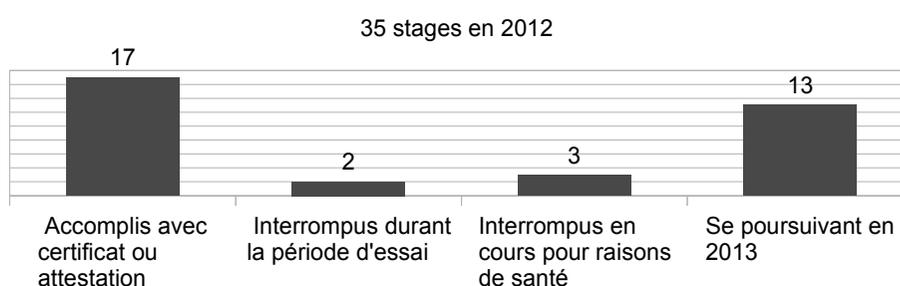
Nous avons choisi de dynamiser notre mission première qui est d'aider des femmes à sortir de la prostitution et de soutenir la réinsertion professionnelle de ces personnes. Nous mettrons tout en œuvre pour être à la hauteur de votre don !

# BOUTIQUE « LES FRINGANTES »

Implantée dans le quartier de Plainpalais, la boutique Les Fringantes est un dépôt-vente de vêtements féminins. En y proposant la pratique d'une activité dans le domaine de la vente, SOS Femmes donne les moyens à des femmes en grande difficulté d'acquérir plus d'autonomie.

## Bilan des stages

En 2012, 35 femmes ont entrepris un stage à la boutique Les Fringantes. 14 d'entre elles ont été adressées par la consultation de SOS Femmes et 16 demandes ont été orientées par L'Hospice Général, F-Information, Voie F, Arabelle, Amitié-Solidarité. Par ailleurs 5 femmes sont arrivées à la boutique grâce à une information de bouche à oreille.

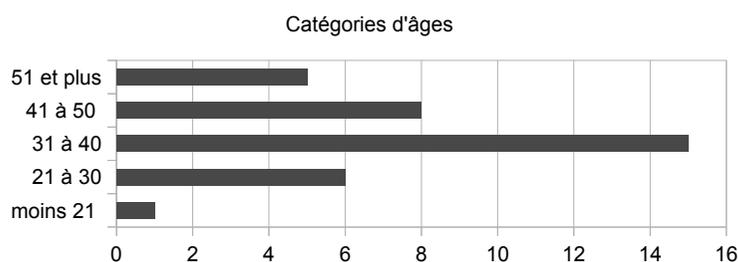


Lors de l'entretien de candidature, les attentes formulées par les femmes se focalisent de manière assez constante autour des thèmes suivants :

- sortir de l'isolement familial, ne pas rester inactive
- avoir une expérience dans la vente pour arrêter de travailler dans l'hôtellerie, ou cesser de faire des ménages (en 2012, 5 femmes étaient employées dans des tâches domestiques parallèlement au stage)
- être aidée pour trouver un emploi ou encore, pratiquer le français pour augmenter ses chances d'en trouver un.

Ces demandes sont le reflet des préoccupations et des obstacles que les femmes rencontrent pour s'intégrer à la vie économique et sociale ou pour éviter la rupture qui menace.

19 stagiaires étaient au bénéfice des prestations de l'Hospice Général. 15 autres se trouvaient dans une « zone grise » : sans aide financière, avec toutefois un revenu familial très faible. Même si le stage n'est pas rémunéré, il représente pour cette catégorie de personnes un moyen d'être soutenues dans leurs efforts pour maintenir la stabilité de leur situation.



Un nombre important de femmes entre 31 et 40 ans a effectué un stage. A priori, appartenir à cette tranche d'âge constitue un facteur positif pour la reprise d'un emploi. Mais les situations sont complexes et c'est bien une combinaison de multiples facteurs qui donne accès au marché du travail.

### **Le stage: maturation d'un projet d'insertion**

Le contrat de stage (voir conditions sur [www.sosfemmes.ch](http://www.sosfemmes.ch)) prend en compte le projet global d'insertion de la femme pour établir des objectifs personnalisés, tant sur le plan social que professionnel.

Il y a de nombreuses étapes à franchir en amont, avant de pouvoir retrouver la confiance en soi, prendre son autonomie, se rendre disponible pour rechercher un emploi. Il faut par exemple:

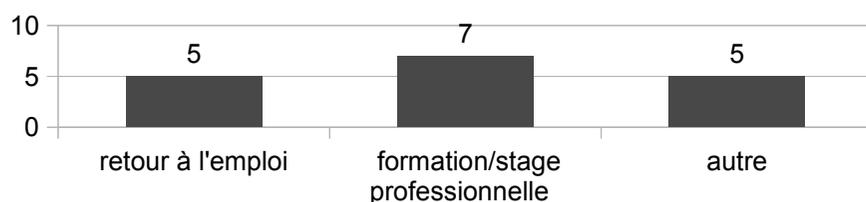
- consolider une situation familiale instable
- tester ses ressources après une sortie de maladie
- entraîner des pratiques et des codes professionnels
- maîtriser mieux le français
- désenchevêtrer des aberrations administratives bloquant l'accès à des prestations.

### **Accueil et accompagnement de proximité**

Le stage vise la construction d'un lien de confiance permettant d'établir un dialogue. Ce temps «stage» est précieux pour entamer une réflexion réaliste. Par l'identification et la reconnaissance de ses difficultés, par la valorisation de ses ressources, les potentiels de la stagiaire sont réactivés.

Le travail consiste parfois à mettre à distance, pour un temps, «l'injonction» du retour à l'emploi. Les attentes de départ sont ainsi déconstruites (pas de recette miracle à la boutique!) pour identifier et tenter de résoudre d'autres difficultés bien réelles, avant la reprise d'un emploi.

Suite des stages accomplis



En 2012, 17 femmes ont achevé leur stage. 9 d'entre elles ont été soutenues et encouragées activement dans leur recherche d'emploi. Parmi celles-ci, 5 ont trouvé un travail: 3 dans la vente, 1 dans les ménages et 1 dans la restauration.

Pour nombre de femmes, dont le but n'était pas de postuler dans l'immédiat, les objectifs du stage, qui visaient la réappropriation des ressources pour faire face aux difficultés, étaient:

- s'intégrer dans un contexte professionnel
- réactiver sa capacité de concentration altérée par une longue inactivité
- clarifier sa situation administrative
- prendre soin de sa santé négligée
- trouver une solution de garde pour être plus disponible.

Suite à leur passage à la boutique, 7 femmes ont entrepris une formation (IFAGE, Migros, Croix-Rouge) ou un autre stage professionnel (EMS, Migros, cafétéria).

2 femmes ont interrompu leur stage durant la période d'essai, l'une parce qu'elle avait été embauchée, et l'autre pour une réorientation sur un cours de français. 3 femmes ont dû l'interrompre pour des raisons de santé.

### Profils de formations et qualifications

Peu qualifiées, une grande majorité de stagiaires n'ont entrepris aucune formation après la scolarité obligatoire. Cette année, seules 2 stagiaires avaient une qualification reconnue, (diplôme école professionnelle et diplôme universitaire).

<i>Expériences professionnelles</i>	<i>Effectifs</i>	<i>En %</i>
Avec expérience professionnelle en Suisse ou pays d'origine	32	91
Sans expérience professionnelle	3	9
<i>Niveau d'études et qualifications</i>		
Qualifications reconnues en Suisse (Attestations, diplômes, CFC)	2	6
Qualifications non reconnues en Suisse (Diplômes professionnels ou formation supérieures)	8	23
Scolarité obligatoire achevée	25	71

### Activité commerciale: une dynamique positive pour l'acquisition de compétences

En 2011, la boutique a étendu ses horaires d'ouverture sur la pause de midi. Une vendeuse en Emploi de Solidarité contribue cette année encore au succès de ce temps d'ouverture commerciale. Elle met l'accent sur l'accueil et le conseil à une clientèle qui l'apprécie, et l'ambiance de la boutique à ce moment permet aux clientes de prendre leur temps pour chiner. Chaque jour, l'équipe des Fringantes met en rayon une centaine de nouveaux articles provenant du dépôt-vente. Cette année, le chiffre d'affaires est en progression, passant de 160'726,80 CHF en 2011, à 166'181,70 CHF en 2012. Le succès commercial de la boutique est également source de motivation pour l'ensemble des stagiaires. Elles ont la satisfaction d'effectuer un travail dont elles mesurent les effets. Le magasin est très fréquenté, les activités exigent de progresser dans les apprentissages et l'acquisition de compétences. Parallèlement, la stagiaire est valorisée dans son rôle par les attentes et les exigences des clientes.

## Constats

Les difficultés rencontrées par les femmes qui font un stage aux Fringantes témoignent de la vulnérabilité de leurs situations. Le paradoxe étant que si les emplois précaires nécessitent peu de qualifications, ils exigent une grande disponibilité, qui empêche parfois de s'engager dans un processus de formation.

Par ailleurs, les mères de famille (17 stagiaires avaient des enfants en bas âge ou en âge de scolarité) se heurtent souvent à des problèmes financiers pour assurer la garde de leurs enfants. En effet, même lorsqu'il s'agit de montants peu élevés, payer une garde pour entamer un stage à la boutique reste le gros écueil.

De façon plus générale, l'accès à une formation pour adultes, même de courte durée, est souvent freinée par les problèmes de coût, en raison des faibles ressources financières de la plupart des postulantes aux stages.

Enfin, il faut relever les problèmes de santé liés à la précarité qui fragilisent la mise en route des projets.

Dans ce contexte, le stage aux Fringantes offre l'opportunité de perfectionner ses connaissances, aiguïser son esprit d'initiative, trouver un soutien précieux pour partager ses doutes, ses interrogations, son besoin d'orientation. Il est aussi un tremplin pour mettre en valeur l'employabilité des femmes. Dès 2013, certaines d'entre elles, au bénéfice de l'aide sociale, pourront d'ailleurs accéder à l'ensemble des mesures de réinsertion professionnelle, en vertu du nouveau système mis en place par la LIASI (loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle) suite à la suppression du RMCAS.

## Collecte de vêtements

Nous pouvons compter chaque année sur des dons de vêtements de particuliers qui, par leur qualité et leur diversité, valorisent notre collection et stimulent notre activité commerciale en augmentant les ventes. Nous remercions particulièrement celles et ceux qui manifestent ainsi leur intérêt pour notre action.

Comment procéder pour un don de vêtements :

- Déposer les dons directement à la boutique Les Fringantes, au 4 rue Vignier, entre 14h30 et 18h30
- Téléphoner au 022 700 00 27 (Label Bobine) du lundi au vendredi pour un éventuel ramassage à domicile (en cas de lots importants uniquement).

## Animations, vie de quartier

Le samedi 2 juin 2012, l'équipe des Fringantes a participé à « La Ville Est à Vous », videgrenier organisé par la Maison de Quartier de Plainpalais. Le stand, installé de bon matin à l'angle de la rue des Voisins et de la rue Jean-Violette, proposait des vêtements seconde main ainsi qu'une animation « couture ». La réalisation d'une œuvre collective a eu beaucoup de succès. Sur la base d'une robe en tulle noire - préparée à l'atelier de couture Label Bobine - et au moyen de coupons de tissus, de boutons et de rubans, les habitant(e)s du quartier et les badauds de passage, ont eu l'occasion de faire valoir leurs talents de couture et de décoration. La robe a pu ensuite être admirée dans la vitrine de la boutique qui jouit d'une belle visibilité dans le quartier animé de Plainpalais.

A l'occasion de l'Escalade, la traditionnelle soupe a été proposée à la clientèle et aux courageux flâneurs de cette froide après-midi de décembre. Un repas à la boutique réunissant toute l'équipe a clôturé l'année.



# LABEL BOBINE OU LES PREMIERS PAS D'UNE ENTREPRISE SOCIALE SUR LE MARCHÉ

2009-2010 : SOS Femmes décide de mettre son expertise et ses compétences dans l'accompagnement des femmes en difficulté en créant une entreprise sociale. Le projet Label Bobine émerge : ce sera à la fois un outil d'insertion socio-professionnelle qui utilise la couture comme catalyseur et faire-valoir de compétences, une structure spécialement dédiée aux femmes particulièrement fragilisées dans le monde socio-économique actuel - un atelier-entreprise qui prolonge les compétences avérées de l'association SOS Femmes dans la démarche de soutien et d'accompagnement vers l'insertion.

C'est ainsi que Label Bobine, entreprise sociale d'insertion active dans le domaine de la couture, tremplin vers le marché du travail, voit le jour durant l'été 2011.

Aujourd'hui, début 2013, nous sommes en mesure d'évaluer l'écart entre le projet initial et la réalité. Le premier bilan que nous en tirons est plutôt positif. L'équilibre délicat entre le social et le commercial s'établit et le résumé des activités de Label Bobine démontre un potentiel bien réel de l'entreprise de couture à vocation sociale. Non seulement Label Bobine crée une dynamique sur le marché de la couture mais elle est aujourd'hui porteuse de projets et de concepts novateurs dans la branche. Par ailleurs, le travail d'accompagnement des femmes vers l'insertion donne des résultats mesurables et tangibles, même si l'objectif d'insertion qui avait été avancé dans la phase d'élaboration du projet n'a pas encore été atteint.

2012 a donc été l'année du développement de Label Bobine. Suite à son inauguration en novembre 2011, l'atelier a vu ses premières commandes arriver et le vrombissement des machines à coudre s'est fait de plus en plus régulier. L'arrivée des premières commandes a permis à Label Bobine de réorienter sa stratégie de marché et d'ajuster ses objectifs RH en dynamisant sa politique d'insertion.

## Les activités de Label Bobine en 2012 :

- Production de séries pour créateurs de mode, ainsi que prise en charge des besoins techniques en amont de la production
- Collaborations à divers projets publics et privés (Jardinière Ville est à Vous, Agenda 21 de la Ville d'Onex)
- Partenariat avec les Ethical Fashion Days, 1er événement de mode éthique en Suisse avec la collaboration de Nice Future (défilé, stand)
- Boutiques mobiles dans les EMS (création d'une animation puis vente de vêtements de seconde main)
- Mobilisation des collaboratrices dans leur poste de travail
- Élaboration de la culture d'entreprise (politique de motivation, participation)
- Mise en place d'une structure RH adaptée à l'insertion (proximité de l'accompagnement et du suivi des personnes)
- Création d'un outil d'évaluation formative et d'un référentiel de compétences
- Proposition de cours, stages et visites (OFPC, ateliers SOS Femmes, ateliers Grand-Théâtre de Genève)
- Entretiens bimensuels de suivi socio-professionnel.

En 2012 Label Bobine s'est efforcé d'ajuster son cadre de production en fonction des évolutions de ses activités : achat d'une machine à coudre triple entraînement (permettant de coudre des matières épaisses et matériaux recyclés), engagement d'une responsable marketing et communication en mesure du chômage PPE+, mise en place de toutes les procédures nécessaires à la bonne marche de l'entreprise, établissement de la stratégie marketing.

## Label Bobine du côté de l'insertion

### · nombre de femmes ayant retrouvé un emploi dans l'économie primaire

Données prises en compte fin octobre 2012 (nombre de mois d'activité pris en compte : 13)

<i>Profil des postes d'insertion</i>	<i>2011 août à décembre</i>	<i>Retour emploi</i>	<i>2012 janvier à octobre</i>	<i>Retour emploi</i>
Emplois EdS (couture, logistique et administration)	5	-	5	-
Emploi PPE + (responsable marketing et communication)	-	-	1	-
Stages professionnels	-	-	2	1
Stages « jeunes »	-	-	1	-

#### Commentaires :

Les engagements se sont déroulés entre juin et septembre 2011. Toutes les personnes engagées sortaient d'une longue période de chômage. Dès 2012, l'atelier, équipé d'un matériel professionnel de qualité a été opérationnel. Nous avons diversifié l'offre de réinsertion en organisant 3 stages non indemnisés. En janvier 2012, suite à son stage à Label Bobine, une couturière a été engagée comme vendeuse dans un commerce de textiles de la place. Par ailleurs, une quinzaine de postulations ont été effectuées en 2012. Un seul entretien a été obtenu. Dans le contexte du marché, les postulations et les profils professionnels des employées de Label Bobine présentent un faible potentiel de réinsertion (faible qualification, âge).

### · nombre et nature des formations qualifiantes entreprises

<i>Formation</i>	<i>nombre</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>
Diplôme aide-comptable IFAGE	1	en cours	obtenu
VAE / CFC commerce	2	en cours	en cours

#### Commentaires :

Sur les 5 femmes en EdS, 2 ont suivi des formations qualifiantes dans des institutions extérieures et ont bénéficié de 20 % de temps sur leur horaire de travail pour suivre ces formations. Une employée a obtenu en septembre 2012 un diplôme d'aide-comptable de l'IFAGE.

Les formations courtes en français, bureautique, ateliers divers ont également été entreprises sur le temps de travail des autres employées (cf. rapport intermédiaire avril 2012). L'âge, mais également le faible niveau des qualifications en français sont les principaux éléments qui n'ont pas rendu pertinente l'orientation des autres employées sur des formations qualifiantes.

Les organismes partenaires dans la formation et la qualification sont les suivants : IFAGE, Migros Balexert, ateliers SOS Femmes, OFPC (VAE). Des fonds privés obtenus par la Consultation sociale de SOS Femmes ont permis le financement de certaines formations.

## Perspectives 2013

Label Bobine ou comment produire local avec une dimension sociale ?

Les pistes énoncées en 2011 (production de séries pour créateurs locaux, upcycling, créations pour personnes à mobilité réduite) prennent forme et pour concilier impératifs de rentabilité et mission sociale, Label Bobine positionne sa stratégie marketing dans le développement des 4 axes suivants :

### 1) Créer une « plateforme de soutien à la jeune création »

Cette plateforme favorise l'émergence des nouveaux créateurs locaux et permet à Label Bobine de produire de petites séries de vêtements et d'ainsi former les femmes à la couture par étapes.

Définition de la plateforme : leur proposer toute la gamme de services liés à la production en série (prototypes, gradation, patronage, couture), répondre à leur besoin de notoriété, visibilité et de marketing (showroom, regroupement des créateurs sous le label « Label Bobine », mutualisation de leurs besoins en communication).

### 2) Revaloriser les matières premières recyclables

Le projet créé avec l'Agenda 21 de la Ville d'Onex (revalorisation des bâches publicitaires TCOB (tram Cornavin-Onex-Bernex) démontre un potentiel certain dans l'activité de revalorisation de matières premières. L'idée à terme est de proposer des supports de communication « corporate » (sacs, fourres d'ordinateurs, fourre Smartphone, porte-documents etc.) aux grandes entreprises, organisateurs de conférences ainsi qu'aux collectivités publiques.

### 3) Partenariat avec les EMS

La collaboration potentielle avec les EMS repose sur deux axes :

- Développer une ligne de vêtements adaptés aux personnes à mobilité réduite, qui réponde aux besoins tant pratiques qu'esthétiques des résidents en EMS.
- Créer une boutique mobile de vêtements de seconde main permettant aux résidents des EMS, souvent captifs de leur logement, de renouveler leur garde-robe sur place et à peu de frais.

### 4) Développement d'une arcade commerciale sise rue du Nant 27

L'atelier Label Bobine est divisé en deux espaces : un atelier en arrière cour et une arcade, avec pignon sur rue, à la rue du Nant dans le quartier des Eaux-Vives. L'arcade a été jusqu'à ce jour utilisée comme lieu de formation et bureaux administratifs. Le réaménagement de cet espace est en cours. Les postes administratifs et lieux de formation seront réaménagés et l'espace donnant sur la rue du Nant va être réaffecté et inauguré en boutique-showroom. Label Bobine devient ainsi un lieu de travail, de création et d'exposition (showroom créateur et vente de créations « made by Label Bobine »).

## Conclusion

- **« Produire local avec une dimension sociale » : Label Bobine répond entièrement aux exigences des 3 piliers du développement durable (social-économique-environnement).**

La diversification du marché et des activités permet à Label Bobine de se positionner dans différents secteurs. Les objectifs de cette diversification sont :

- de minimiser les parts de risque inhérents à la prospection d'un seul segment
- de permettre aux femmes en insertion à Label Bobine de se former à des tâches très diverses.

Label Bobine est avant tout une entreprise d'insertion et nous croyons fermement à l'insertion par l'économie. Le développement du marché et sa diversification nous permettent d'agrandir notre réseau de partenaires qui sont aussi des pourvoyeurs potentiels d'emploi et/ou de places de stages pour les employées en insertion. Dynamiser le réseau commercial, c'est donc aussi créer un réseau d'insertion potentielle.

C'est dans cette perspective que Label Bobine a travaillé en 2012. L'atelier a fait ses preuves tant au niveau du respect des délais que de la qualité. Le démarchage intensif des débuts a commencé à porter ses fruits : le bouche à oreille se propage et les clients potentiels nous contactent spontanément. L'implantation de l'entreprise est donc réalisée. Il s'agira dans les années 2013-2014 de s'atteler à faire rimer insertion avec développement économique.

## Label Bobine = Label Qualité ?

Verbatim 2012-2013 : feed-back clients, presse, blogs

« Nous avons reçu les sacs, ils sont magnifiques... on va faire un carton »

Laure Gallegos, déléguée Agenda 21 Ville d'Onex, octobre 2012

« Nous avons bien reçu les fourres aujourd'hui. Un grand merci à vous et votre équipe pour ce travail qui est très bien réalisé »

François Arsène, HUG, septembre 2011

« Je voulais vous remercier pour tout. Ma présentation a été un succès et j'ai eu plein de retours positifs, entre autre sur la qualité du travail. »

Sophia El Alaoui, créatrice de la marque Bolobolo, mai 2012

« Je suis soulagée d'avoir enfin trouvé un atelier fiable et compétent. La qualité est irréprochable. Je me réjouis de continuer de travailler avec vous ».

Ilinca, créatrice d'Un jour ou l'Autre, juillet 2012

« La qualité frappe. Celle des idées aussi »

Sandrine Salerno, conseillère administrative, blog, mars 2011

« J'ai reçu les sacs confectionnés dans votre atelier, je suis super contente et suis en train de faire les photos pour mon site internet »

Arlette Bélat, créatrice et fondatrice de la marque Slurpy, Lausanne

# SOUTIEN DE LA FONDATION VALERIA ROSSI DI MONTELERA

En 2007, la Fondation Valeria Rossi di Montelera nous avait assuré de son soutien financier pour une durée de 5 ans. Grâce à l'apport de cet important fonds privé, SOS Femmes a trouvé un nouveau souffle. Des ateliers de formation de base ont été mis sur pied, les appuis individuels de réinsertion ont pu être intensifiés et finalement, dès 2011, ce soutien a été élargi aux emplois d'insertion rémunérés de notre toute nouvelle entreprise sociale de couture «Label Bobine».

En 2012, la Fondation a répondu positivement à notre demande de renouvellement de son soutien par l'octroi d'un financement jusqu'en 2016. Nous la remercions vivement de la confiance qu'elle nous témoigne. Par cette décision, la Fondation Valeria Rossi di Montelera permet de maintenir la qualité et la quantité des suivis individuels d'insertion ainsi que l'offre d'ateliers faite aux femmes peu ou pas qualifiées.

## **Les ateliers collectifs de formation de base**

Gratuits mais sur inscription, ils peuvent accueillir entre 4 et 10 participantes. La gratuité de ces ateliers est appréciable au regard de notre public. En effet, nous constatons que, paradoxalement, les femmes peu ou pas qualifiées fréquentent rarement des formations pour adultes, notamment en raison de leurs faibles revenus. Ces formations concentrées sur des apprentissages coopératifs se fondent sur l'expérience de chacune, contribuent à améliorer l'estime de soi des participantes et permettent le développement de ressources sociales fondamentales.

L'inscription à un atelier est aussi une porte d'accès aux autres prestations de l'association. En effet, il n'est pas rare qu'une femme commence par une participation à un atelier avant d'entreprendre un stage ou de bénéficier d'un suivi à la consultation sociale.

## **Réalisations 2012**

Cette année, nous avons ouvert deux modules d'ateliers « gestion des frais médicaux » et deux modules d'ateliers « recherche d'emploi ». Par ailleurs un nouvel atelier mensuel a été créé sur le thème « Relations à la clientèle ».

**Frais médicaux : 5 rencontres hebdomadaires de 2 heures**

**Objectifs : anticiper des difficultés administratives et encourager les femmes à prendre soin de leur santé**

Beaucoup de questions tournent autour du rapport au médecin : « quand on peut pas payer le médecin, que peut-on faire? », « quels sont les frais remboursés? », « Mon gynécologue me fait payer cash sa consultation, ai-je le droit de changer de médecin? », « ai-je le droit de demander pourquoi mon médecin fait des analyses? ».

Les participantes ne sont pas au clair sur leurs droits, mais ne le sont pas non plus sur les obligations et le respect des procédures qui les lient à leur assurance maladie, par exemple. Ces questions et bien d'autres, parfois plus intimes, sont partagées en groupe. Nous encourageons les attitudes de prévention chez les femmes qui disent ne pas avoir fait de contrôle depuis plusieurs années, en raison des frais engendrés. Ce thème permet aussi de se questionner plus largement sur son rapport à l'administratif.

Les retours des participantes : « Maintenant que j'ai les informations, je vais pouvoir poser des questions », « je m'en occupais pas, mais maintenant, je sens que ça va changer... » montrent bien le potentiel de mobilisation que cette démarche représente.

Recherche d'emploi : 6 rencontres hebdomadaires de 2 heures 30

Objectif : apporter un soutien aux efforts de recherche d'emploi

Les participantes nouent des contacts, partagent leurs expériences, leurs compétences comme leurs sentiments d'échec. La recherche d'un emploi est souvent vécue comme décourageante ; les participantes sont mobilisées par une animation qui fait appel à leur participation active. Jeux de rôles, photolangages, tours de table permettent d'exprimer des opinions de manière ouverte et de défendre ses propres idées dans un climat d'écoute et de respect. Une prise en compte réaliste des difficultés, sentiments de peurs et d'échec sont partagés. L'expression et la reconnaissance de ces sentiments a pour effets de réactiver des pensées positives, de se concentrer sur des points forts et de redéfinir, dans la prise en compte des autres, des attitudes appropriées. Pour les participantes, qui ont toutes la nécessité de trouver un emploi, ces rencontres permettent de dédramatiser et de reprendre distance.

Retour d'une participante : « en venant, j'étais sceptique, je pensais que j'avais plus rien à apprendre depuis le temps que je fais des recherches, mais j'ai été surprise en bien, les jeux de rôle sont utiles... », « j'ai pris confiance pour l'entretien d'embauche, je vais continuer à m'exercer ».

Relations à la clientèle : une rencontre mensuelle de 2 heures

Objectifs : consolidation des compétences relationnelles, entraînement du français « métier »

Un nouvel atelier mensuel « Relations à la clientèle » a été créé en 2012, répondant à un double objectif de qualité du service et de consolidation des compétences professionnelles. Par une méthode ludique, utilisant des exercices et des jeux de rôle, il sensibilise à la communication verbale, non-verbale, entraîne des attitudes professionnelles telles que :

- trouver la bonne distance avec la cliente
- conseiller lors d'un achat
- gérer des tensions et des conflits dans le magasin
- savoir négocier un prix au moment du dépôt
- faire respecter des consignes avec courtoisie

Faisant rire ou sourire, les exercices mettent en confiance et libèrent la créativité. Cet atelier a remporté un vif succès auprès des femmes en stage à la boutique. Le travail se base sur des situations vécues par elles au magasin.

Ce travail a des effets très positifs : diminution du stress, réflexion sur sa propre manière de faire, renforcement de l'identité professionnelle. Il agit aussi sur la dynamique des équipes de stagiaires qui sont amenées à coopérer durant le temps de stage et permet de tisser de nouveaux liens.

Pour les non francophones, il est une occasion de perfectionner son expression orale.

# AUTRES ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION

## Job coaching

Le projet «Jobcoaching» est né d'une réflexion menée dans le cadre du Réseau femmes par 4 associations: Camarada, F-Information, Voie-F et SOS Femmes.

Le projet d'une étude préliminaire ainsi que les modalités et la mise en place d'une structure de «jobcoaching» avec une approche genre, a été accepté et financé par une subvention de la Délégation à l'Agenda 21. Une étude de terrain a démarré en 2011, qui a permis d'identifier les besoins des associations et des entreprises genevoises en matière de jobcoaching. Cette étude a démontré la pertinence d'une structure de jobcoaching avec une approche genre. En 2012, le projet s'est poursuivi autour d'une réflexion sur les modalités d'une structure de Job coaching.

## Naissance du Collectif d'Associations Pour l'Action Sociale (CAPAS)

En février 2012, le RAP (rassemblement des associations privées) dont fait partie SOS Femmes et la FARGO (Fédération d'associations privées d'action sociale) ont écrit une lettre au président du Conseil d'État en demandant d'établir un dialogue pour évaluer le système de subventionnement découlant de la LIAF et sur le suivi des contrats de prestations.

Plusieurs membres du RAP-FARGO ont aussi participé à des rencontres organisées par la FAGE au sujet de la Constituante, à propos de thèmes touchant aux relations entre les associations à but social et l'État.

Entre janvier et juin 2012, un travail d'investigation a été effectué par une personne au profit d'une mesure d'insertion (Programme d'Expériences Professionnelles dans l'Économie sociale et solidaire - PPE) sur le thème du report de charges de l'État sur les associations. Ce travail remarquable est depuis peu accessible sur le site du CAPAS ([www.capas-ge.ch](http://www.capas-ge.ch)).

En mai 2012, le RAP et la FARGO ont décidé de dissoudre leurs 2 entités et de fonder une nouvelle structure visant à renforcer la coopération entre leurs membres et la promotion de valeurs pour un partenariat fécond entre les pouvoirs publics et les associations d'action sociale.

Ainsi le RAP et la FARGO ont pris l'appellation de: «CAPAS» - Collectif d'Associations Pour l'Action Sociale. Les statuts et la charte constituant le CAPAS ont été acceptés à l'unanimité à l'Assemblée Générale constitutive du 21 mai 2012.

Le Collectif a pris la décision de financer, dès 2013, un poste salarié de secrétaire associatif à temps partiel, pour assurer la gestion du collectif et l'organisation de nouvelles journées du partenariat entre les associations genevoises et les autorités de la Ville et du Canton. Il a donc travaillé à l'élaboration d'un cahier des charges et procédé à la recherche des personnes correspondant au profil souhaité.

## Loi sur la prostitution

La loi sur la prostitution (I 2 49) adoptée le 17 décembre 2009, a fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral. Celui-ci, dans son arrêté du 12 avril 2011 décrète que l'art. 10 lettre d et 17 lettre d, respectivement relatifs aux contrôles d'identités des clients dans les salons de massages et à l'obtention d'une autorisation écrite du bailleur en vue de l'exercice de la prostitution dans un lieu, sont annulés. Ces changements ont rapidement été effectués.

Restait encore en suspens l'épineuse question des articles touchant au contenu du fichier de police, et plus particulièrement aux données qu'il pouvait contenir. Des discussions ont eu lieu dès 2011, lors de rencontres du groupe multidisciplinaire sur la prostitution et lors de rencontres entre la police des mœurs et Aspasia. C'est ainsi que le Conseil d'État a proposé le projet de loi 10996 modifiant la loi sur la prostitution.

Le 18 octobre 2012, Aspasia et SOS Femmes ont été auditionnées par la Commission judiciaire du Grand Conseil. Nous avons apporté des commentaires et demandé plusieurs amendements au projet de loi afin de préserver encore davantage la confidentialité des femmes exerçant la prostitution. Nous avons demandé, en particulier, à ce qu'une distinction soit faite dans le domaine de la répression, entre les travailleuses du sexe et les tenanciers de salons.

Ce même 18 octobre 2012, le Syndicat des travailleurs et travailleuses du sexe (STTS) a fait sa première apparition officielle, sous l'égide d'Angelina Tibocho et Emilie Lenden, également auditionnées par la Commission, juste après nos associations.

### École Club Migros

Notre « sésame » sur la formation ! Les cours octroyés par le biais de ce partenariat permettent à SOS Femmes, comme à chacune de nos consultantes, de tester son appétence à l'apprentissage, à la formation, à l'insertion culturelle. Le fait d'être considérée comme une étudiante parmi d'autres, sans stigmatisation, et surtout d'avoir le sentiment de pouvoir progresser vers un futur meilleur, est primordial ! Les cours dans lesquels nous envoyons les femmes suivies à SOS Femmes sont plus que des modules de 45 minutes. Ils constituent souvent le début d'un processus qui conduira une femme vers l'emploi ou vers une formation qualifiante. Ce sont les premières marches vers l'autonomie et vers le changement.

Le partenariat instauré en 2000 par la Fondation Philias, entre l'École Club Migros et SOS Femmes permet à des personnes d'accéder aux cours pour un prix équivalant au quart du prix catalogue. Ce partenariat est un outil précieux d'intégration que nous avons proposé à 54 femmes en 2012 (84 cours suivis).

### Journée Internationale des Femmes du 8 mars

A l'occasion de la Journée des Femmes, des collaboratrices de Global Fund et de IBM ont invité notre association dans le cadre de leur journée de rencontre inter-entreprises. Une présentation de SOS Femmes et de ses actions a été suivie avec attention, et les échanges qui ont eu lieu nous ont permis de faire plus ample connaissance. En participant à cette journée nous avons créé des liens avec des professionnelles sensibles aux questions de réinsertion. Une collecte de vêtements a également été organisée en notre faveur.

### CRIEC - AOMAS

De par ses activités dans le domaine de la réinsertion professionnelle, SOS Femmes est membre du CRIEC (Conseil Romand des Entreprises d'Insertion). Cette association intégrera l'AOMAS (Association des organisateurs de mesures du marché du travail en Suisse), en qualité de commission permanente dès 2013. Notre association est également membre passif de l'AOMAS-Ge qui réunit et représente, notamment, les intérêts des organisateurs de mesures dans le canton de Genève.

### Uni emploi

SOS Femmes a été invitée à participer à ce grand forum, qui a lieu chaque année en mars et dont le but est de susciter la rencontre des étudiants de l'université avec les entreprises ou des entités telles qu'ONG, administrations publiques, associations. Nous avons participé

à des tables rondes et nous avons tenu un stand lors de la journée de présentation des entreprises et autres entités, le 13 mars 2012.

Cet événement nous a donné l'occasion de faire connaître l'association et de poser la thématique de la prostitution, à l'aide notamment de quelques photos artistiques qui décoraient notre stand dans le hall d'Uni Mail.

### Informatique

Depuis plusieurs mois, chaque soir, nous sauvions consciencieusement nos données, sans être certaines que le lendemain nous pourrions y accéder ; nos ordinateurs et autres disques durs arrivaient en fin de course. Il fallait les changer.

En complément du renouvellement de notre matériel, nous avons opté pour une mise en réseau de nos trois lieux d'activité géographiquement distants, tant au niveau d'un agenda que d'une plate-forme de données. Nous sommes au bénéfice d'une installation non-proprétaire avec des programmes libres.

Le choix de ces quelques sujets et collaborations de réseau n'est pas exhaustif et nous pourrions en citer bien d'autres tels que, par exemple, la collaboration avec la Haute école de travail social (HETS), la participation au Réseau Femmes et aux réunions du Service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme (SPPE) ou encore des contacts avec différentes fondations philanthropiques. En résumé, SOS Femmes participe à la vie sociale genevoise en ayant toujours comme but l'insertion des femmes qui nous demandent aide et soutien.

# STRUCTURE

SOS Femmes est une association privée à but non lucratif, reconnue d'utilité publique. Elle est subventionnée en partie par le Département de la Solidarité et de l'Emploi de l'État de Genève et, pour son activité « Label Bobine », par le Fonds chômage de la Ville de Genève. L'association fait aussi appel au soutien des communes, de fondations, d'entreprises et de donateurs privés pour des dons ponctuels.

## LE COMITÉ 2012

**La Présidence** Mme Martine CHAPONNIÈRE  
**Les membres** Mmes Sylvie COHEN, Isabelle CSUPOR,  
Virginie JAQUIERY  
MM. Félix BOLLMANN, Marcel FALLET,  
Dominic REICHEL

**L'équipe** comprend 5,4 postes équivalents plein temps, dont 0,75 poste financé par la Fondation Valeria Rossi di Montelera et 1,5 poste financé par le Fonds Chômage de la Ville de Genève. Ces temps de travail sont répartis entre 8 personnes (5 travailleuses sociales, une secrétaire, une responsable d'entreprise sociale, une couturière responsable d'atelier). De plus, l'association compte 6 postes en emplois de solidarité équivalant à 6,0 postes plein temps (1 secrétaire, 1 intendante, 3 couturières et 1 vendeuse).

**Consultation** Lydia SCHNEIDER HAUSSER, Roxane AUBRY,  
Delphine NAKOURI  
**Les Fringantes** Marie-Jeanne BERTHET-LAPLACE,  
Anne-Rosalie BOURQUIN-BOURGEOIS,  
Lise FIGUET, Souliya PEYSSON  
**Label Bobine** Yen Nhi NGUYEN, Paola MULONE,

SOS Femmes a également offert quatre stages à des étudiantes HETS-IES :  
Delphine DUSHIME et Michelle BROU, 3<sup>e</sup> année, Sophie MATTER, 2<sup>e</sup> année  
et Camille PARNIGONI, stage probatoire.

**Organe de contrôle** Fiduciaire Anne-Marie Parini  
**Imprimerie** FORNARA SA  
**Graphisme** Simone Kaspar de Pont  
Lafko Csupor

*Site internet à visiter sans faute :*

*[www.sosfemmes.ch](http://www.sosfemmes.ch)*

**Association SOS Femmes**Rue de la Madeleine 10  
1204 Geneve**BILAN AU 31 DECEMBRE 2012**

<b>ACTIF</b>		<b>2012</b>	<b>2011</b>
		CHF	CHF
<b>Actifs circulants</b>			
<i>Liquidités</i>			
Caisses		2'152.90	2'613.70
PostFinance		35'768.15	19'942.33
Banque Cantonale de Genève		508'162.23	217'871.63
		<b>546'083.28</b>	<b>240'427.66</b>
<i>Créances</i>			
Subventions et dons à recevoir	(note 4)	52'661.00	21'467.25
Débiteurs		1'819.50	3'143.00
Impôt anticipé à récupérer		164.90	233.74
		<b>54'645.40</b>	<b>24'843.99</b>
<i>Comptes de régularisation actifs</i>	(note 5)		
Charges payées d'avance		8'773.40	8'830.40
Produits à recevoir		9'536.65	-
		<b>18'310.05</b>	<b>8'830.40</b>
<b>Total Actifs circulants</b>		<b>619'038.73</b>	<b>274'102.05</b>
<b>Actifs immobilisés</b>			
<i>Immobilisations corporelles</i>	(note 6)		
Parc informatique		25'200.00	21'375.00
Agencement des locaux et mobilier		45'510.00	53'095.00
Equipement couture		16'878.00	22'504.00
		<b>87'588.00</b>	<b>96'974.00</b>
<i>Immobilisations financières</i>	(note 7)		
Garantie loyer - Boutique		7'810.94	7'791.46
Garantie loyer - Label Bobine		11'443.00	11'443.00
Garantie téléphone - Boutique		400.00	400.00
		<b>19'653.94</b>	<b>19'634.46</b>
<b>Total Actifs immobilisés</b>		<b>107'241.94</b>	<b>116'608.46</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>726'280.67</b>	<b>390'710.51</b>

**Association SOS Femmes**Rue de la Madeleine 10  
1204 Geneve**BILAN AU 31 DECEMBRE 2012**

<b>PASSIF</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
	CHF	CHF
<b>Fonds étrangers</b>		
<b>Engagements à court terme</b>		
<u>Autres dettes</u> (note 8)		
Salaires et charges sociales à payer	44'080.75	52'016.95
Don Loterie Romande	28'200.00	28'200.00
Solde subvention Ville de Genève (Fonds chômage)	24'610.18	38'671.13
Subventions non dépensées à restituer (CP) (notes 8-11)	1'677.79	3'054.94
	<b>98'568.72</b>	<b>121'943.02</b>
<u>Comptes de régularisation passifs</u> (note 9)		
Charges à payer	21'064.74	26'379.70
	<b>119'633.46</b>	<b>148'322.72</b>
<b>Engagements à long terme</b>		
Fonds garanties loyers	19'253.94	19'234.46
	<b>19'253.94</b>	<b>19'234.46</b>
<b>Fonds affectés</b> (note 10)		
Fonds René Mouthon	398'780.80	-
	<b>398'780.80</b>	-
<u>Fonds de solidarité</u>		
Fonds actions spéciales	-	2'428.75
Fonds d'urgence (consultantes)	13'128.75	8'352.55
Fonds d'urgence (enfants)	24'926.85	41'020.10
	<b>38'055.60</b>	<b>51'801.40</b>
<u>Fonds d'investissements</u>		
Fonds d'investiss.(parc informatique)	14'250.00	21'375.00
Fonds d'investiss.(agencement des locaux et mobilier)	45'510.00	53'095.00
Fonds d'investiss.(équipement couture)	16'878.00	22'504.00
	<b>76'638.00</b>	<b>96'974.00</b>
	<b>513'474.40</b>	<b>148'775.40</b>
<b>Total Fonds étrangers</b>	<b>652'361.80</b>	<b>316'332.58</b>
<b>Fonds propres</b> (note 11)		
Capital au 1er janvier	73'359.60	73'359.60
Résultat de l'exercice	559.27	-
Part de subvention non dépensée (CP)	-	1'018.33
<b>Total fonds propres</b>	<b>73'918.87</b>	<b>74'377.93</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>726'280.67</b>	<b>390'710.51</b>

**Association SOS Femmes**Rue de la Madeleine 10  
1204 Geneve**COMPTES DE RESULTATS DE L'EXERCICE 2012**

<b>PRODUITS</b>		<b>Budgets</b>		
		<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
		CHF	CHF	CHF
<b>Subventions des collectivités publiques</b>	(note 12)			
Etat de Genève (Contrat de prestations)		355'000.00	355'000.00	355'000.00
Ville de Genève (Fonds chômage)		252'350.00	252'350.00	259'596.00
Villes et Communes		33'950.00	46'000.00	36'850.00
		<b>641'300.00</b>	<b>653'350.00</b>	<b>651'446.00</b>
<b>Dons et cotisations</b>				
Particip. cantonale aux emplois de solidarité	(note 13)	224'153.70	-	106'994.70
Etat de Genève (Fonds de démarrage des EdS)		-	-	50'000.00
Indemnités formation HES S2		7'650.00	7'650.00	15'300.00
Fondation Valeria Rossi di Montelera		80'000.00	-	80'000.00
Fondation Hans Wilsdorf		-	-	55'592.65
Fondation Pro Victimis		7'200.00	-	-
Lions international club de Genève		2'500.00	-	-
Cotisations et dons		10'860.00	-	8'920.00
Fondations-sociétés		500.00	-	2'000.00
		<b>332'863.70</b>	<b>7'650.00</b>	<b>318'807.35</b>
<b>Produits d'exploitation</b>				
Chiffre d'affaires Les Fringantes		166'181.70	165'000.00	160'726.80
Chiffre d'affaires Label Bobine		18'872.10	-	2'643.00
		<b>185'053.80</b>	<b>165'000.00</b>	<b>163'369.80</b>
<b>Autres produits</b>				
Interventions extérieures		297.70	-	4'410.00
Redistribution taxe Co2		205.90	-	262.50
		<b>503.60</b>	<b>-</b>	<b>4'672.50</b>
<b>Produits affectés à des fonds</b>	(note 10)			
Produits fonds René Mouthon		398'780.80	-	-
Produits fonds actions spéciales		124'645.60	-	114'213.30
Produits fonds d'urgence (consult.)		20'763.95	-	-
Produits fonds d'urgence (enfants)		-	-	-
		<b>544'190.35</b>	<b>-</b>	<b>114'213.30</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>1'703'911.45</b>	<b>826'000.00</b>	<b>1'252'508.95</b>

**Association SOS Femmes**Rue de la Madeleine 10  
1204 Geneve**COMPTES DE RESULTATS DE L'EXERCICE 2012**

<b>C H A R G E S</b>		<b>Budgets</b>		
		<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
		CHF	CHF	CHF
<b>Charges de personnel</b>				
Salaires bruts	(note 13)	485'166.20	461'196.00	472'497.75
Salaires EdS	(note 13)	237'985.20	-	110'892.50
Stagiaires HETS		17'045.70	13'750.00	15'045.70
./. Indemnités assurances		(14'378.00)	-	(10'529.00)
Charges sociales		153'244.45	105'014.00	125'326.59
Formation continue et supervision		4'640.00	7'200.00	4'290.00
Frais de personnel		2'586.20	-	2'368.85
		<b>886'289.75</b>	<b>587'160.00</b>	<b>719'892.39</b>
<b>Charges de locaux</b>				
Loyers et charges		103'720.15	127'080.00	90'315.90
Services Industriels		3'104.35	4'650.00	2'060.65
Entretien et aménagement des locaux		13'712.90	4'900.00	8'002.90
Assurances		3'034.00	2'770.00	1'690.90
		<b>123'571.40</b>	<b>139'400.00</b>	<b>102'070.35</b>
<b>Charges administratives</b>				
Frais de bureau		9'420.16	4'950.00	8'599.35
Frais informatiques		11'734.70	1'200.00	5'195.00
Marketing, publicité, docum. et rapport d'activité		7'908.90	9'100.00	5'797.05
Matériel de communication, supports d'information		2'325.70	1'000.00	10'250.45
Téléphones		8'921.90	7'200.00	8'310.80
Honoraires comptabilité et révision		14'880.00	8'500.00	19'050.25
Matériel de formation		1'737.65	1'900.00	1'452.75
		<b>56'929.01</b>	<b>33'850.00</b>	<b>58'655.65</b>
<b>Charges de fonctionnement</b>				
Cotisations, dons		540.00	800.00	940.00
Frais de transports et déplacements		2'686.59	9'600.00	3'858.80
Frais de manifestations		-	-	2'469.27
Autres charges de fonctionnement		8'866.85	11'250.00	8'392.75
		<b>12'093.44</b>	<b>21'650.00</b>	<b>15'660.82</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Rétrocessions sur ventes d'habits		75'162.00	79'500.00	75'551.25
Fourniture de couture		15'182.55	5'500.00	6'767.60
Entretien, réparation, pt outillage couture		2'213.45	1'500.00	2'406.90
		<b>92'558.00</b>	<b>86'500.00</b>	<b>84'725.75</b>
<b>Charges affectées à des fonds</b> (note 10)				
Dépenses fonds actions spéciales		127'074.35	-	137'843.50
Dépenses fonds d'urgence (consult.)		15'987.75	-	10'952.30
Dépenses fonds d'urgence (enfants)		16'093.25	-	7'713.35
		<b>159'155.35</b>	<b>-</b>	<b>156'509.15</b>
<b>Amortissements</b>				
Dotations aux amort.(Parc informatique)		10'779.80	-	7'129.60
Dotations aux amort.(Agencement des locaux et mobilier)		7'585.00	-	7'588.15
Dotations aux amort.(Equipement couture)		5'626.00	-	5'626.00
		<b>23'990.80</b>	<b>-</b>	<b>20'343.75</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>1'354'587.75</b>	<b>868'560.00</b>	<b>1'157'857.86</b>

**Association SOS Femmes**Rue de la Madeleine 10  
1204 Geneve**COMPTES DE RESULTATS DE L'EXERCICE 2012**

<b>C H A R G E S</b>	<b>Budgets</b>		
	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
	CHF	CHF	CHF
<b>Report des charges</b>	<b>1'354'587.75</b>	<b>868'560.00</b>	<b>1'157'857.86</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION INTERMEDIAIRE</b>	<b>349'323.70</b>	<b>(42'560.00)</b>	<b>94'651.09</b>
<b>Résultats financiers</b>			
Produits financiers	493.20	300.00	296.25
Commission perception impôt à la source	-	-	76.75
Charges financières	(1'015.06)	(800.00)	(479.65)
	<b>(521.86)</b>	<b>(500.00)</b>	<b>(106.65)</b>
<b>RESULTAT INTERMEDIAIRE AVANT FONDS AFFECTES</b>	<b>348'801.84</b>	<b>(43'060.00)</b>	<b>94'544.44</b>
<b>Résultats des fonds affectés</b>			
Utilisation des fonds affectés	159'155.35	-	156'509.15
Dotation à des fonds affectés	(544'190.35)	-	(114'213.30)
	<b>(385'035.00)</b>	<b>-</b>	<b>42'295.85</b>
<b>Résultats des fonds d'investissements affectés</b>			
Constitutions Fonds d'invest. (Parc informatique)	-	-	28'503.60
Dissolution partielle fonds d'invest. (Parc informatique)	(7'125.00)	-	(7'128.60)
Constitutions Fonds d'invest. (Agencement des locaux)	-	-	60'682.15
Dissolution partielle fonds d'invest. (Agencement locaux)	(7'585.00)	-	(7'587.15)
Constitutions Fonds d'invest. (Equipement couture)	-	-	28'130.00
Dissolution partielle fonds d'investist. (Equipement couture)	(5'626.00)	-	(5'626.00)
	<b>(20'336.00)</b>	<b>-</b>	<b>96'974.00</b>
Solde subv. Ville de Genève (Fonds chômage) (note 8)	(14'060.95)	-	38'671.13
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE avant répartition</b>	<b>(1'836.21)</b>	<b>(43'060.00)</b>	<b>1'195.16</b>
Mvt part du résultat revenant au subventionneur (CP)	1'377.15		(896.37)
Mvt part de subvention non dépensée (CP)	459.06		(298.79)
Diss. part de subvention non dépensée, fin du contrat (CP)	559.27		-
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENT DE RECETTES)</b>	<b>559.27</b>	<b>(43'060.00)</b>	<b>-</b>



# REMERCIEMENTS

Notre implication, notre travail, nos prestations ne trouvent leur réalisation, leur développement qu'à travers la reconnaissance des institutions et personnes qui soutiennent notre association. Nous adressons nos sincères et chaleureux remerciements tout particulièrement à:

L'État de Genève, Département de la Solidarité et de l'Emploi  
Le Fonds chômage de la Ville de Genève, Département des finances

### ***Les villes et communes de:***

Carouge, Chêne-Bougeries, Choulex, Collonge-Bellerive, Confignon, Corsier, Dardagny, Grand-Saconnex, Laconnex, Meinier, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Pregny-Chambesey, Thônex, Veyrier, Vernier, Versoix.

### ***Les institutions et entreprises:***

Ecole-Club Migros, Fondation Hans Wilsdorf, Fondation Valeria Rossi di Montelera, Fondation Ernst Göhner, IBM Suisse S.A., Association START, Protex S.A., Fondation Pro Juventute, Service Social Inter-Entreprises, Lions Club Genève, Fondation Pro Victimis, Fondation Terrévent, Reichel Cuisines SA - Bulthaup, Menuiserie Fazio et Cie, Hoirie Macquat.

Le Service culturel de la Ville de Genève.

Les généreux donateurs restés anonymes.

### ***Ainsi que les membres:***

Mesdames et Messieurs G. Adolphe, D. Aellen-Curti, J. Attarian, M.-T. Bayard, R. et E. Beaud, F. Béné-Mermoud, C. et D. Beran-Berthet, J. Berenstein-Wavre, L. Bertani, J.-F. Berthoud, J. Boissonnas, A. Bonna, C. Bonnard, P.-C. Bourgeois, L. Bourquin, J. Breitmeyer, M. Brun-Rossi, M. Budry, G. Burnand, J. Capitaine, Laura Carrard, M. Castro-Barbey, A. Cerutti, T. Chanal, G. Chaponnière, L. Charrière-Debelle, C. Choisy, A. Christinat-Petralli, G. Demole, N. de Tribolet, P. et F. Devaud, S. de Weck Haddad, E. Dobrynski, J. Doris, R. Dreifuss, E. Egger, E. Favre, D. Firmenich, L. Florinetti, J. Foëx, C. Fontaine, M. Fretz-Chevalier, D. Fromaigeat, E. Frommel, F. Fulpius, L. Gillioz, A. Goehner-Pasche, R. Golder, D. Hentsch-Conrad, D. Hermès-Bernard, J. Hochstaetter, J. Hostettler, C. Howald, W. et G. Jenni-Marco, C.-D. Josefowitz, J. Lacour, S. Lambelet, J.-B. Lang, P. Losio, P. Maître, L. Malherbe, I. Marquart, H. Maugue-Aebi, L. Maury-Pasquier, H. Mayor, M. Meisser-Mozer, C. et M. Menz-von der Mühl, S. Merieux, N. Meropi-Ypsilantis, P. Meyer, A. Michel, Y. Mirabaud, T. de Morawitz, E. Mouravieff, M. Neagu, V. Nicollier de Weck, M. Odier, P. Paparou, A. Paunier, J.-P. et F. Perler-Isaaz, K. Perret-Häring, F. de Perrot, J.-L. et M.-C. Pittet, A. Plume, W. Quiblier, C.-L. Ramseyer, H. Renaud, M.-A. Renold, A. Robert, J.-C. Roguet, D. Rolle, J. Rolz, C. Rossi, Y. Rossi, V. Roten, M. Roth-Bernasconi, A.-C. Ruttimann, A. et E. Sauvin-Dunant, E. Schärer, G. Seliappi, M. Selleger, C. Sommaruga, C. Stepczynski-Montant, C. Stern, B. Studer, G. Takacs-Nagy, I. Tavelli, J. et I. Terrier, S. Tschopp, M. et G. Usel, N. Valiquer Grecuccio, D. Vaterlaus, J. et P. de Werra, A. Weyeneth, C. Wicht, N. Wicky.

Tout au long de l'année 2012, les projets d'insertion sociale et professionnelle de nos consultantes ont été ponctuellement soutenus par les fondations suivantes:

Aides financières de la Ville de Genève, Association Amitié et Solidarité, Bureau Central d'Aide Sociale, Fonds social de l'Hospice Général, Fonds de Solidarité mère et enfant (SOFO), Fondation Hélène et Victor Barbour, Fondation Hans Wilsdorf, Fondation Gialdini, Chaîne du Bonheur, Œuvre Séraphique de charité de Soleure, Secours Suisse d'Hiver, Association des Familles Monoparentales.

Nous adressons aussi nos vifs remerciements aux responsables, collaboratrices et collaborateurs des différents services qui ont contribué à la réussite de nos démarches.

Toute notre reconnaissance va également aux personnes qui nous ont fait don de vêtements en faveur de la boutique « Les Fringantes ».

Nous espérons ici n'avoir oublié personne.

